

Les armes et les guerres sont deux pestes qui moissonnent la jeunesse des états. Francis Bacon

le journal des retraité·e·s de Chaumont

 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>



Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 362 - Samedi 4 novembre 2023

ALERTE !

BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : GRAVES MENACES SUR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN



LIRE PAGE 3

MISE EN DANGER DE LA SANTÉ DES FRANÇAIS

Le budget 2024 de la Sécurité sociale : casse de l'hôpital public, restriction de l'accès au soin et privatisation du système de santé.

Ce budget, rejeté par l'ensemble des organisations syndicales, les caisses de sécurité sociale, la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le Conseil national de l'assurance maladie, les fédérations hospitalières, bref, par tous, vient de passer avec un 14ème 49/3 !

Il prévoit de faire 3,5 milliards d'économies, volées dans le portefeuille des patients et des salariés. Baisse de 10% des remboursements de soins dentaires, chasse aux arrêts maladie, le médecin traitant et celui de la sécurité sociale court-circuités par le médecin envoyé par l'employeur.

Poursuite de l'asphyxie de l'hôpital public. Les cinq fédérations hospitalières estiment qu'en cumulé, pour 2023 et 2024, il manque plus de 5

milliards pour financer les mesures de rémunérations (Sécur, augmentations indiciaires...) et les hausses dues à l'inflation, dont l'énergie. Le gouvernement fait des annonces de revalorisation sans en donner les moyens !

La création de 6 000 postes dans les Ehpad (moins d'un poste par établissement) est totalement insuffisante. 200 000 embauches sont nécessaires. L'Aide à domicile n'aura que 1 000 postes pour un besoin estimé à 100 000.

Le gouvernement ne s'attaque pas aux pénuries de médicaments ni aux tensions d'approvisionnement, il préfère faire des cadeaux à l'industrie pharmaceutique en allégeant les taxes reversées à l'assurance maladie qui ne reposeront plus sur le chiffre d'affaires, mais sur les montants remboursés par l'assurance maladie. Une économie de 35 % et un manque à gagner pour la Sécu.

Autre hold-up sur les recettes, les 80 milliards d'exonération de cotisations

sociales (174 milliards en 2 ans) pour les patrons qui embauchent des salariés dont le salaire ne dépasse pas 2,5 Smic. Quand on pense que, pour environ 12 milliards, on a volé deux ans de retraite aux Français !

Grâce à différentes pressions, la ponction dans la caisse Agirc-Arcco, la hausse des franchises médicales et la baisse de l'indemnisation des victimes d'accident de travail ont été retirées de ce projet de loi, mais la rigueur du budget 2024 est un pas de plus vers la privatisation du système de santé.

La sécurité sociale est présente dans la vie quotidienne de toutes les familles, de la naissance à la mort. Elle verse des prestations maladie, retraite, autonomie, famille, accident du travail, maladies professionnelles...

Ne pas lui donner les moyens nécessaires, c'est mettre en danger une grande partie de la population.

MARIE-ROSE PATELLI

HARO SUR LES PARENTS

Matraquage, répression, amendes, contrôles sont les maîtres-mots de la macronie pour tenter de museler les révoltes de Français et de Françaises à bout de tout. La dernière trouvaille serait de faire payer les parents d'adolescents coupables de dégradations lors de manifestations. Qualifiés de défailants, d'irresponsables, de démissionnaires, il faut passer par des mesures de contrôle et de sanction et frapper au portefeuille troué, ces mauvais parents. Trop facile, trop dégueulasse ! Tout parent souhaite que son enfant réussisse à l'école, fasse du sport ou de la musique, invite ses copains copines à son anniversaire, et plein de choses encore, mais il y a un mais....

En livrant à la vindicte populiste un bouc émissaire bien démuni pour se défendre, l'Etat cherche à masquer les échecs chroniques de ses politiques en matière de parentalité. Quand le ministre de la Justice, ce mal nommé, déclare « ce n'est pas l'Etat qui éduque les enfants, mais les parents », il illustre bien la conception néolibérale actuelle de l'éducation et son indigence à concevoir l'enfant comme un sujet social. La parentalité, pour bien s'exercer, a besoin d'alliés en matière d'éducation et d'enseignement, de santé et d'aide sociale, de culture et de sport, de prévention et de sécurité, de travail et de logement décent.

Dans les quartiers populaires, on a liquidé progressivement cet environnement, vital à l'exercice d'une parentalité épanouie. Même la police de proximité, qui avait montré son intérêt quand elle était vraiment proche des habitants, a disparu. Ne reste plus que la proximité des LBD. **LOUIS LAPRADE**

MANIF POUR UN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT À GAZA : PLUS DE 1300 AMENDES À 135€

La manifestation de samedi dernier à Paris avait été interdite par la préfecture de police. Pourtant, celle organisée une semaine plus tôt s'était déroulée sans incident notable. À Londres, le même jour et sous le même mot d'ordre, 350 000 personnes pouvaient défiler dans le calme.

L'amende forfaitaire apparaît donc désormais comme un outil privilégié du contrôle social pour le pouvoir d'Emmanuel Macron.

Pour mémoire, la crise du Covid avait déjà donné lieu à plus d'un million d'amendes à 135€. Particulièrement inégalitaire, elle est évidemment infiniment plus lourde pour les plus défavorisés. Ce qui tombe bien, puisque ce sont justement les catégories qu'il importe de faire taire. Bientôt les manifestations à péage ? **A. FELLNER**

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Josiane, Denise, Bernard, Marie, Xavier, Maurice, Alain, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Denis et Fanfan, Élise, Laurent, Jean-Pierre, Liliane, Lucienne, Gérard, Jean-Louis, Anne et Frank, Michel, Anna, Éric, Josette, Mohamed, Patrice, Michel, Jacqueline, Florent, Jean-Claude, Chantal, Christian et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

> Le pavé à Rachid

CÉCITÉ



Parfois, la lecture d'un article vous fout la nausée. Envie de vomir. On pourra préférer le verbe gerber pour approcher au plus près la sensation de dégoût ressentie à la lecture de l'édito de Chabanet «*Derniers réglages*», dans le Jhm du 28 octobre.

Un alignement de propos guerriers, immondes, tout droit sortis de la bouche d'un Netanyahu ou des carnets de guerre d'Yoav Gallant, ministre de la Défense d'Israël, fasciste revendiqué, qui compare les Palestiniens à des «animaux humains». Il n'y a pas si longtemps, tout compte fait, les nazis parlaient des juifs comme de la «vermine qui détruisait la race aryenne». On sait où cela a mené.

Il faut avoir l'oreille absolue pour percevoir un son de cloche différent dans l'édito du Jhm qui justifie le massacre des innocents dans la bande de Gaza par les actes de terreur du Hamas. Les morts n'ont donc pas tous la même valeur. Il y a les bons et les mauvais morts... Dès lors, tout est permis, et, pour un Israélien tué, on peut massacrer, dix, cent, mille Palestiniens...

« À Gaza, personne ne peut prétendre *Je ne savais pas* », a déclaré Philippe Lazzarini, commissaire général de l'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine. On sait à quoi il fait référence par ces mots chargés d'histoire. Alors que de nombreux journalistes ouvrent grand les yeux, horrifiés par ce qui se passe à Gaza, Chabanet ferme les siens : il n'a rien vu à Gaza...

RACHID R. 31 octobre 2023

<< INVOLONTAIREMENT >>



"On ne peut pas comparer le fait d'avoir tué des enfants délibérément comme le Hamas, et le fait de les tuer involontairement comme Israël" Caroline Fourest récuse l'argument du "deux poids, deux mesures" concernant le conflit entre Israël et Gaza.

DESSIN DE FRED SOCHARD



Assez !

*“On se fatigue de la pitié quand la pitié est inutile”
(Albert Camus)*

Fatigué je suis, mon ami. Désabusé de passer du temps et encore du temps aux Restos à distribuer les miettes et invendus d'une société de consommation à l'empathie en réelle décomposition.

Inutile je suis à panser les plaies des exclus de tout sans jamais espérer guérir leurs blessures. Usé de souhaiter des lendemains qui chantent pour des "bénéficiaires" ignorés de la plus élémentaire des dignités, celle d'exister hors de toute discrimination. À l'aune d'un été agité, je me sentis pourtant quelque peu revigoré après une AG d'âgés engagés dans notre Cgt à nous. S'informer, débattre et trinquer entre belles personnes, sans morigéner le copain à l'avis contradictoire, voilà de trop rares moments de félicité en toute simplicité.

Hélas l'actualité nous rattrape vite et draine à son habitude son lot d'atrocités, tant il est plus simple de répandre le mal que de donner amitié, de se vautrer dans la bestialité en piétinant la solidarité.

Vains dieux ! N'y aura-t-il jamais un moment fugitif où nos infantiles gouvernements ou nations autoriseront une respectueuse tranquillité à l'entière humanité ? En suite au délire du tsarévitch criminel et de son défunt chien de guerre, fallait-il qu'un nouveau conflit embrase un Orient bien Moyen ? Faut-il, à l'instar de notre petit roi-soleil élyséen, souffler sur les braises d'un incendie aveugle en prenant parti pour celui qui serait moins coupable d'inimitié que l'autre tout aussi convaincu de son bon droit ?

Non, je ne choisirai pas un camp quand tout ce beau monde de tueurs sauvages s'entretue sans vergogne. Meimouna, Déborah, Olivia, ces mères sont-elles différentes quand elles tiennent dans leurs bras leur enfant massacré par la furie des hommes, scélérats de tous bords assoiffés de violence comme de vengeance !

Assez d'infamies à l'âme, assez de meurtrissures au corps, autant de cris de désespoir dans un désert gavé du sang d'innocents ! Assez de temps perdu à soliloquer de gauche à droite, assez de déclarations intempestives face à l'urgence, de tronches dans le sable d'un jardin de gosses trop gâtés quand celui du Néguev ou de Judée se gorge des entrailles de familles décimées.

C'est à nous Camarade, en dénonçant l'infamie des guerres pourries, de gueuler notre refus de la honte afin qu'une relation digne unisse un être humain à un autre être humain, par-delà les murs et les clôtures érigés par ceux tirant des profits colossaux de ce merdier.

BERNARD BLUM - 31 octobre 2023

HALTE AU MASSACRE À GAZA SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Dans le territoire de Gaza, chaque jour qui passe, l'effroyable massacre des populations civiles se poursuit en s'aggravant. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié lundi un rapport qui reprend les chiffres effrayants des victimes palestiniennes : plus de 8 300 vies dont celles de 3 400 enfants. C'est le sinistre tribut infligé, non en droit de riposte aux crimes odieux du Hamas, mais par la guerre totale voulue par le gouvernement israélien extrémiste de Netanyahu.

Au milieu du fracas assourdissant des armes, des voix célèbres ou anonymes, de plus en plus nombreuses, se font entendre.

De fortes manifestations ont lieu comme à Londres, Madrid ou New-York. Des juifs soucieux de paix, qui ne sauraient être soupçonnés d'antisémitisme, clament haut et fort « *Pas ça et pas en notre nom !* ». C'est dans ces actions que s'exprime le sens profond de la raison et de l'humanité qui doivent s'imposer comme exigence première.

L'Assemblée générale de l'ONU s'est elle-même prononcée très largement dans une résolution pour une « trêve humanitaire immédiate », malgré l'avis contraire d'Israël et des Etats-Unis et les errances d'une Europe qui n'a pas su prendre la mesure de la catastrophe sanitaire et humaine. Félicitons-nous cependant que la représentation française ait adopté ce texte, quand quatorze pays de l'Union Européenne se sont abstenus.

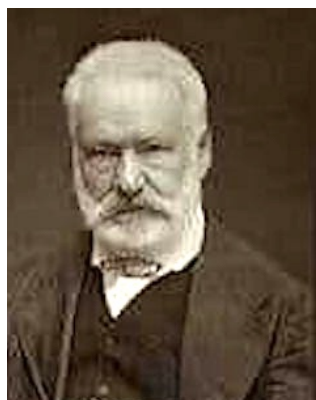
En France, la plupart des médias et des commentateurs font preuve d'une complaisance éhontée à l'égard des thèses les plus farfelues en soutien inconditionnel à Israël. De son côté, le gouvernement de Macron, soutenu par la droite LR, porte gravement et autoritairement atteinte aux libertés démocratiques fondamentales. Il bride et punit sans raison la liberté d'expression, interdit et réprime avec sa violence coutumière le droit de manifestation.

Il faut combattre et faire cesser pareils comportements indignes de l'esprit républicain et de la démocratie.

Il est urgent que s'exprime largement la solidarité avec un peuple traité comme moins que rien. Un appel unitaire à la mobilisation partout en France a été lancé. Il réclame « un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la fin des bombardements, des offensives terrestres et des déplacements forcés de populations, ainsi que la levée immédiate du blocus ».

À Chaumont, notre syndicat est disposé à y prendre, dans l'union la plus large et sans calcul, toute la place qui convient.

G. TARDENOIS



**Il me convient d'être avec
les peuples qui meurent,
je vous plains d'être avec
les rois qui tuent.**

Victor Hugo

> déconsommation

UFC-QUE CHOISIR

Une "déconsommation" face à la hausse des prix en grandes surfaces (UFC-Que Choisir)

En deux ans, les prix en grandes surfaces ont augmenté de 25%. Après avoir acheté moins cher en baissant de gamme, les ménages en difficulté financière sont passés à une autre étape, acheter moins de viande, poisson, fromage, produits d'hygiène...

«Déconsommation», le mot est sur toutes les chaînes d'information. Le patron de Carrefour, Alexandre Bompard, a évoqué un *tsunami de déconsommation*.

La société d'études Circana fait état de baisses de plus de 4% du volume des achats en grandes surfaces au premier semestre 2023. Une désaffection qui inquiète les enseignes et leurs fournisseurs, sans pour cela qu'ils fassent des efforts sur les prix en rayons.

Il n'y aura pas de baisse des prix en 2024, a déjà prévenu Michel-Édouard Leclerc, déplorant *les trop fortes demandes* d'augmentation des industriels. En attendant, entre fin 2021 et début 2022, les marges des industries agro-alimentaires sur les aliments sont passées de 28 à 48% !

Les grandes surfaces ont, elles aussi, augmenté fortement leurs marges. Dans le cas des pâtes, par exemple, la hausse de marge pour l'industrie a été «limitée» à +6,6 %, tandis que celle de la grande surface a flambé à 57% !

Il faut remonter 30 ans en arrière pour voir de tels profits. Face à cette inflation des marges et des profits, tandis que les Restos du cœur annoncent qu'ils vont devoir refuser des bénéficiaires cet hiver, le gouvernement, à la botte des multinationales, ne fait RIEN !

MARIE-ROSE PATELLI

> répression

TROIS MÈTRES CINQUANTE

Ces cinq dernières années, 35 personnes ont été blessées par des LBD, une a été tuée.

De nombreuses voix se sont élevées pour demander leur interdiction. En effet, ces LBD (lanceurs de balles de défense) sont classés par la réglementation internationale en armes de guerre. Des armes utilisées contre les Gilets jaunes, les manifestants anti retraite à 64 ans ou anti mégabassines. Qu'à cela ne tienne, loin de les interdire, Darmanin vient de

réduire leur distance de tir *de 10 à 3,5 mètres*, malgré le danger qu'elles représentent. Une mesure inadmissible, à tel point que même la gendarmerie conseille de ne pas la suivre !

< subvention(s)

UN POGNON DE DINGUE POUR ÉGALITÉ SANTÉ

À l'heure où toutes les associations de France et de Navarre tirent la langue et voient leurs subventions baisser, on ne peut que s'étonner de la décision des conseils municipaux des communes de Torcenay, Chalindrey et Hûmes-Jorquenay, attribuant des subventions d'un montant non négligeable à l'association Égalité-santé « qui défend une offre de santé équitable et viable sur les territoires des arrondissements centre et sud de la Haute-Marne ».

Si fermer les hôpitaux de Langres et de Chaumont, créer un plateau technique privé ex nihilo à Rolampont (avec quels crédits ?) est équitable et viable, allons plus loin, délocalisons à Rolampont la mairie de Langres, celle de Chaumont, pourquoi pas la préfecture, le Conseil départemental.

Le tout sous l'œil bienveillant du député RN qui pourrait y installer aussi sa permanence.

Et la gare de Rolampont remplacerait celle de Perpignan, centre cosmique du monde... **ADRIANA FERNANDEZ**

< presse

UN ACCIDENT DU TRAVAIL VU DU JHM

Le 26 octobre, le Jhm titre en première page : " **L'ouvrier tombe du toit, le patron condamné** ».

Pas de point d'exclamation, mais l'article qui suit est bien une plaidoirie en faveur de l'accusé. Or, les faits relatés n'expliquent pas cet étrange parti pris.

C'est faute de harnais de sécurité, équipement obligatoire, qu'un ouvrier tombe du toit, à Ceffonds en juillet 2021.

Hospitalisé à Saint-Dizier, puis transféré à Reims, il présente une fracture de la colonne vertébrale.

Rappelons qu'en France, en 2021, on a dénombré plus de 600 000 accidents du travail dont près de 40 000 graves et 700 mortels (des chiffres en hausse de 12% entre 2020 et 2021).

Le journal réserve son émotion au patron condamné. Savoir si l'ouvrier gardera des séquelles de sa chute, visiblement c'est hors sujet.

En résumé, l'ouvrier tombe du toit, le patron est condamné, le journaliste tombe de sa chaise...

> jeux olympiques

L'INDÉCENCE, NOUVELLE DISCIPLINE OLYMPIQUE

Pour les JO, le gouvernement prévoit d'expulser de leur logement 2000 étudiants qui seront indemnisés de 100 euros et deux billets gratuits.

C'est ce qu'a annoncé, sans honte, madame Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur. Sa collègue, ministre des Sports, ajoute : « tout le monde doit faire des efforts ».

L'expulsion des étudiants locataires du CROUS est destinée à subvenir aux besoins de logement des agents publics pendant les Jeux Olympiques.

Alors qu'il y a 110 000 appartements vides à Paris et que toute proposition de réquisition est systématiquement écartée, c'est aux étudiants parmi les plus précaires que le gouvernement demande des efforts.

Et dans le même temps, la préparation des JO est l'occasion d'un nettoyage social de la capitale dénoncé par plus de soixante organisations : démantèlements de campements et déplacement forcé des sans-abri, évacuations de foyers de travailleurs immigrés, interdiction de distributions alimentaires. **A. FELLNER**

TRISTESSE

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Hubert Legros, 91 ans. Conducteur à la SNCF à Chalindrey, il a milité à la CGT pour améliorer les conditions de travail au sein de son établissement. Il s'est également investi comme conseiller du salarié et a souvent plaidé au Conseil des prud'hommes. Il connaissait parfaitement le code du travail. L'Union locale CGT de Langres lui avait rendu hommage en nommant sa salle de réunion, salle Hubert Legros. Nous n'oublierons jamais sa bonhomie, son sens de la répartie et toutes les actions qu'il a menées pour faire avancer le monde du travail.

À son épouse Jeannine, à ses fils Hervé et Serge, eux aussi militants, et à toute sa famille nous présentons nos sincères condoléances.

SYLVIE DUFORT